

Juarez venait de succomber le 18 juillet 1872, au point du jour, à la suite d'une affection du cœur.

Cette mort jeta la consternation dans toute la République; le deuil fut général. Les belligérants, comme nous venons de le dire, cessèrent leurs hostilités, et les ennemis politiques, pour qui cette mort semblait ouvrir la porte du pouvoir, ne se réjouirent aucunement de la fin du grand patriote.

Pour des hommes comme Benito Juarez, le jugement de la postérité est toujours lent à venir; trop peu d'années encore se sont écoulées depuis la disparition de cette grandiose figure, pour que l'histoire ait pu rendre un verdict sans appel.

Les événements dans lesquels il joua un rôle prépondérant sont encore trop récents, les blessures qu'ils causèrent ne sont pas encore suffisamment cicatrisées, et beaucoup de ceux-là mêmes qui prirent part aux luttes du passé, sont encore de ce monde; aussi n'est-il pas possible de porter sur la mémoire du célèbre avocat d'Oaxaca, un jugement impartial, d'autant plus que, chez quelques-uns de ses ennemis qui lui survivent encore, la haine a persisté au delà du sépulcre. Cependant, ni la haine, ni la calomnie ne diminueront sa gloire et, tel qu'il a été, il restera toujours le héros de sa patrie et de sa race, un patriote avant tout, un politique consommé et un gouverneur habile. Comme tous les grands hommes dont l'histoire a consacré la mémoire et la gloire, il a surgi providentiellement pour condenser en son esprit et symboliser en sa personne l'idée de la patrie qui flottait dans l'atmosphère, au-dessus des dissensions intestines et des ambitions démesurées. De même que le martyr du Golgotha n'est pas un homme, mais le sym-

bole de la rédemption, don Benito Juarez ne doit pas être considéré comme une individualité, mais comme la personnification même de la patrie.

Nous avons dit que la mort de Juarez avait mis un terme à la lutte engagée entre les partisans de la politique du grand patriote et ceux qui avaient appuyé et secondé le *pronunciamiento*, ou plutôt le plan de réforme du général Porfirio Diaz.

Juarez mort, conformément aux lois constitutionnelles le président de la Cour suprême, don Sébastian Lerdo de Tejada, fut chargé par intérim des fonctions présidentielles.

En prenant le pouvoir, le nouveau président intérimaire s'empressa d'accorder une amnistie, pensant, avec juste raison, que cette mesure de clémence éteindrait les haines et les rancunes qui avaient pris naissance dans les événements des dernières années. Malheureusement, cette amnistie fut moins générale que ne l'avait espéré l'opinion publique et moins étendue qu'elle aurait dû être pour satisfaire aux intérêts de tous ceux qui étaient appelés à en bénéficier; bien plus, par suite des restrictions qu'elle comportait, cette mesure de clémence fut, jusqu'à un certain point, préjudiciable aux premiers intéressés, c'est-à-dire aux amis du général Porfirio Diaz. Néanmoins, les élections eurent lieu sans que rien ne vint troubler la paix du pays, et le 16 novembre 1872, don Sébastian Lerdo fut élu constitutionnellement président de la République par 10,475 voix. Il est bon de noter que les partisans de Porfirio Diaz contribuèrent, soit par leurs votes, soit par leur abstention, au triomphe de l'ex-président intérimaire, tant était profond, chez tous, le besoin de repos et de tranquillité.

Par malheur, Lerdo ne sut pas se pénétrer de la réelle signification de cette élection acclamée presque à l'unanimité ; il ne sut pas comprendre les devoirs que lui imposaient la conduite de ses amis et surtout celle de ses adversaires. Il ne comprit pas davantage toute la grandeur de la mission dont il avait été chargé. Au lieu de demeurer étranger aux divisions politiques et de s'élever au-dessus des luttes des partis, en favorisant l'union de tous, il ne tarda pas à prendre position dans la lutte. Il provoqua par cette conduite de nouvelles discordes civiles, sans que les quelques réformes politiques qu'il réalisa, telle que la création d'un sénat pour garantir les autonomies régionales et la conversion en lois constitutionnelles, des lois de réforme promulguées par Juárez à la Vera-Cruz en 1859, ainsi que certaines améliorations apportées dans les services publics, puissent atténuer la faute qu'il commettait. Toutes ces mesures n'auraient pas manqué de contribuer à rendre plus normale la situation du pays, si l'attitude du nouveau président eût été différente. Elles ne suffirent pas à donner satisfaction aux mécontents dont le nombre augmentait de jour en jour ; si bien que quelques années après, vers la fin de 1875, le parti libéral finit par se scinder en trois groupes différents, sous les noms de *juaristes*, *lerdites* et *porfiristes*.

Lerdo aspirait à la réélection : cette visée ambitieuse mal dissimulée par lui, manifestée ouvertement par ses amis, fut le signal d'une nouvelle insurrection. Les *porfiristes* qui, systématiquement, étaient tenus éloignés des sphères gouvernementales, se lancèrent résolument dans la lutte armée ; c'était là, d'ailleurs, le seul chemin qui leur restât ouvert pour faire triompher leurs idées.

Tel a été et tel sera toujours le résultat de la résistance systématique.

Le 15 janvier 1876 éclata à Oaxaca un *pronunciamiento* qui prit en peu de temps de grandes proportions. Le mouvement insurrectionnel fut immédiatement appuyé par le général Hernandez, qui proclama la convention de Tuxtepec, qui servit de ralliement et de programme au mouvement commencé. Ce programme et cette bannière étaient d'ailleurs fort sympathiques à l'opinion libérale du pays. La nouvelle convention comptait, en outre, sur l'appui du général Porfirio Diaz, alors retiré aux États-Unis, et qui, avant de quitter le sol mexicain, avait jeté les bases du mouvement de janvier.

Dans le commencement de cette lutte, le sort sembla favoriser le gouvernement de Lerdo. Cette supériorité était due principalement à la force que possède toujours sous les institutions républicaines, le pouvoir constitué. Mais le mouvement révolutionnaire s'étant généralisé, les revers ne tardèrent pas à se changer en triomphes pour les amis de Porfirio Diaz. Ce dernier repassa la frontière, et, par un coup d'audace, s'empara de Matamoros. Poursuivant ses succès, il marcha sur Tamaulipas, où la convention de Tuxtepec subit quelques modifications. Celles-ci eurent pour effet de donner une nouvelle impulsion au mouvement commencé à Oaxaca, en stimulant le courage des vacillants et en raffermissant les hésitants et les timorés.

L'importante bataille de Tecoac, remportée le 16 novembre 1876 par le général Porfirio Diaz sur l'armée de Lerdo, termina glorieusement la première partie de cette campagne. L'artillerie de l'ennemi, ses munitions,

ses armes, ses chevaux, ainsi qu'un grand nombre de prisonniers tombèrent au pouvoir du vainqueur dans cette bataille mémorable, considérée ainsi, non seulement au point de vue du triomphe militaire, mais aussi en raison des conséquences qu'elle eut pour le Mexique. La nouvelle de la victoire de Tecuac causa la panique dans le camp des défenseurs du gouvernement. Le sauve-qui-peut des grandes défaites et des désastres irréparables courut de bouche en bouche et le président Lerdo, son gouvernement et ses partisans abandonnèrent la capitale de la République avec une telle précipitation, que leur retraite ressembla plutôt à une fuite.

Cet abandon, ou pour mieux dire, cette fuite, comme il est facile de le comprendre, eut pour résultat la disparition soudaine, comme par enchantement, de tous les partisans que Lerdo avait dans la capitale. Non seulement ces derniers disparurent, mais de toutes parts surgirent des partisans improvisés de Porfirio Diaz, devenus du jour au lendemain enthousiastes de ses réformes, lesquelles possédaient depuis longtemps déjà, les sympathies de la grande majorité des Mexicains.

Huit jours après la victoire de Tecuac, le vainqueur faisait son entrée dans la capitale de la République (24 novembre 1876).

La réélection de Lerdo au moment même où les partisans de Porfirio Diaz venaient de prendre les armes, devait être logiquement considérée comme nulle. C'est ce qui eut lieu du reste. La conséquence immédiate de cette annulation tacite fut que Iglesias se proclama lui-même à la présidence, en sa qualité de président de la Cour suprême de justice. Pendant quelque temps, tan-

dis que les partisans du général Porfirio Diaz tenaient la campagne, il y eut donc deux présidents : Lerdo à Mexico et Iglesias à Guanajuato.

Porfirio Diaz, désireux de mettre un terme à la lutte qui menaçait de s'éterniser, fit des ouvertures à Iglesias pour arriver à une entente commune. Mais ces tentatives de rapprochement demeurèrent infructueuses par suite du parti pris du président de Guanajuato de ne vouloir pas reconnaître la convention de Tuxtepec réformée. Il y avait en effet dans le programme de cette convention quelques articles que Iglesias considérait comme inacceptables, sans doute parce qu'ils contrariaient ses secrètes prétentions. Un de ces articles était l'établissement du suffrage universel, et un autre, non moins chaudement combattu par Iglesias, se rapportait à la réforme de la Constitution fédérale dans un sens hostile à la réélection présidentielle. Quelles que fussent les causes du refus de Iglesias d'accepter la convention si démocratique de Tuxtepec, ce qu'il y a de certain, c'est que, malgré toute sa bonne volonté, le général Porfirio Diaz ne put obtenir l'accord qu'il avait sollicité. Devant le résultat infructueux de ses tentatives de conciliation, et malgré son louable désir de maintenir la paix, le général Porfirio Diaz nomma le général Mendez à titre de président intérimaire et quitta Mexico, résolu à tenter un effort suprême pour mettre un terme, le plus promptement possible, à cette campagne qui ensanglantait le pays et l'affaiblissait considérablement.

Le succès ne tarda pas à couronner ses patriotiques efforts : l'armée de Iglesias subit une défaite complète à la journée de Adobes. N'ayant pu reconstituer leurs forces dispersées, Iglesias et Lerdo se réfugièrent aux

Etats-Unis, et le général Porfirio Diaz s'étant débarrassé de l'unique ennemi qu'il eût encore à craindre, rentra dans la capitale précédé du prestige inéluctable de la victoire.

Aux élections qui suivirent ses derniers triomphes, le général Porfirio Diaz fut élu à l'unanimité président de la République. Cette nomination était la digne récompense des services rendus par le général comme soldat plein de valeur, comme politique habile et comme patriote enthousiaste de la gloire et des progrès de son pays.

Avec l'élection si unanime du général Porfirio Diaz à la présidence, on peut dire que se ferma l'ère des révolutions. Par la suite, dans les commencements de 1877, éclatèrent néanmoins quelques troubles, mais ils furent immédiatement réprimés, sans que cette répression causât la moindre perturbation dans le pays.

Personne de ceux qui, à l'unanimité, avaient élevé le général Porfirio Diaz à la première magistrature de la nation, n'eut à se repentir de ce témoignage de confiance ; bien au contraire, ils eurent plus d'un motif de se féliciter de cet heureux choix. Le nouveau président, qui jusqu'alors n'avait donné que sur les champs de bataille des preuves de courage et d'énergie, ne tarda pas à se montrer sage politique, diplomate expérimenté autant qu'administrateur intelligent et magistrat intègre.

A la politique toute de générosité dont il usa envers les vaincus, il sut unir une activité prodigieuse pour tout ce qui avait rapport au gouvernement et à l'administration de la république.

Les principes de loyauté et de liberté qu'il imposa dans le gouvernement intérieur, ainsi que sa politique

habile et honnête dans les relations avec les autres nations américaines et les gouvernements européens, assurèrent promptement au Mexique une place des plus distinguées dans le concert des nations civilisées. Nous aurons à revenir dans la suite de cet ouvrage sur les progrès réalisés au Mexique dès l'année 1877 et qui furent la conséquence de la bonne administration du général Porfirio Diaz.

En 1880 et conformément aux lois constitutionnelles, le général Porfirio Diaz, ayant accompli la période de son mandat présidentiel, quitta le pouvoir. Il fut remplacé à la présidence de la République, par le général don Manuel Gonzalez élu constitutionnellement.

Le nouveau président, procédant avec une sage prudence, continua la politique large et libérale de son prédécesseur, contribuant ainsi au développement progressif de la richesse du pays et au raffermissement de la paix morale et de la tranquillité matérielle.

La période présidentielle du général Gonzalez se déroula pacifiquement au milieu du calme le plus absolu. Rien à l'extérieur, ni même à l'intérieur ne vint troubler la quiétude de la nation qui se reposait enfin d'un demi-siècle de luttes intestines et de guerres étrangères. Le gouvernement ainsi que les citoyens purent enfin se consacrer exclusivement au bien-être matériel du pays et au perfectionnement de son administration organique.

Le général Gonzalez étant à son tour arrivé à l'expiration de son mandat présidentiel, le général Porfirio Diaz fut de nouveau élu président de la République, charge qu'il remplit encore actuellement, ayant été depuis réélu pour la troisième fois.

Comme lors de la première période de sa présidence

constitutionnelle, le général Porfirio Diaz s'est attaché à maintenir la paix publique, matérielle et morale toute à la fois, rendant chaque jour plus sensible le rapide développement de son pays ; tâche patriotique, s'il en fût, dans l'accomplissement de laquelle il a trouvé, outre la sympathie générale que, comme homme public et comme simple citoyen, il a su conquérir, une aide des plus efficaces chez les dignes membres du gouvernement actuel qui sont :

Don Ignacio Mariscal, ministre des affaires étrangères ;

Don Manuel Romero Rubio, ministre de l'intérieur ;

Le général don Pedro Hinojosa, ministre de la guerre ;

Don Manuel Dublan, ministre des finances ;

Don Joaquin Baranda, ministre de la justice et de l'instruction publique.

Le général don Carlos Pacheco, ministre de Fomento¹.

Il a su s'assurer également le concours intelligent et dévoué de toutes les autorités constituées de la République mexicaine.

¹ Le *Fomento* comprend les départements de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, et celui des travaux publics.